

Collectif des producteurs des semences du Burundi

Photo: KIT Institute

Quinze ans d'action collective pour structurer le secteur privé semencier burundais

RÉSUMÉ

Fondé en 2009 par une trentaine de producteurs semenciers, le Collectif des Producteurs de Semences du Burundi (COPROSEBU) a connu en quinze ans une transformation institutionnelle, passant d'une initiative informelle à une organisation professionnelle reconnue. À l'origine, des multiplicateurs isolés, dépourvus de mécanismes de concertation et d'une capacité d'influence auprès des institutions publiques. La volonté de se structurer a constitué le moteur initial d'un processus dont la consolidation a requis une décennie.

La formalisation institutionnelle – statuts, gouvernance, déploiement dans les dix-sept provinces du Burundi – a progressivement renforcé l'ancrage territorial. Le nombre d'adhérents est passé de 70 en 2017 à 306 en 2025, traduisant une visibilité accrue, bien que l'organisation ne regroupe encore qu'une fraction des entrepreneurs semenciers recensés.

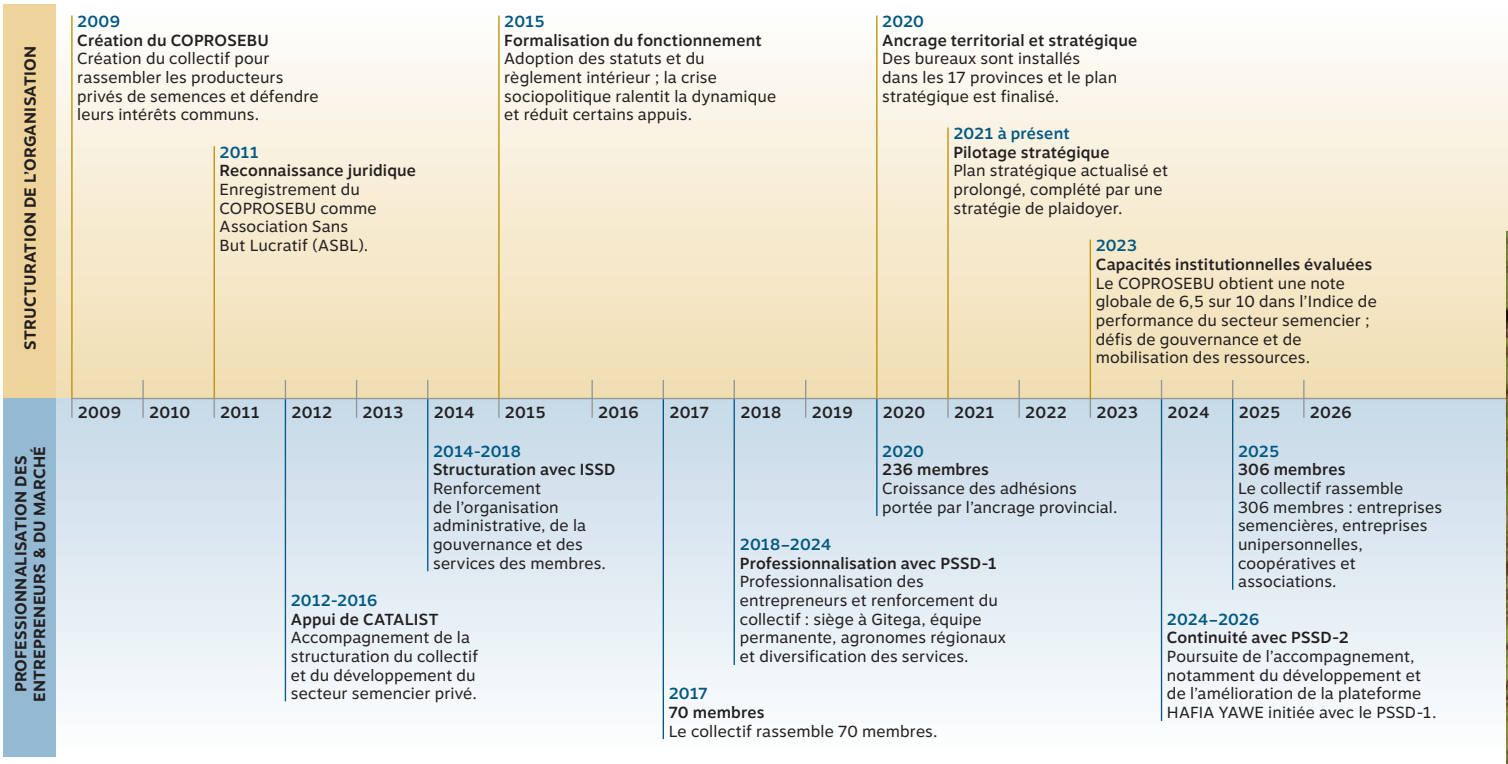
C'est sur cette dynamique, portée par les producteurs eux-mêmes, que les interventions successives se sont greffées pour en approfondir les effets : le projet Integrated Seed Sector Development (ISSD) a dans un premier temps consolidé l'assise organisationnelle, puis le projet Private Seed Sector Development (PSSD) a élargi l'horizon vers la professionnalisation entrepreneuriale et la structuration de services durables. Le COPROSEBU a ainsi progressivement élargi son registre d'action : accompagnement technique, plaidoyer étayé par des données probantes, mise en réseau et participation aux instances nationales de gouvernance. Cette trajectoire illustre un enseignement central : la professionnalisation individuelle des entrepreneurs et le renforcement de leur organisation collective doivent progresser conjointement, en articulation avec les institutions publiques du secteur. ▶

IFDC

KIT INSTITUTE

Les défis n'en demeurent pas moins considérables : autonomie financière à construire – les cotisations représentant environ 5 % des ressources selon le président -, capacités opérationnelles provinciales encore limitées, et marché des semences certifiées entravé par des lenteurs réglementaires et une demande fragile. L'enjeu des prochaines années : transformer ces acquis en un modèle institutionnel et économique pérenne.

Figure 1 | Repères chronologiques



1 Quel problème fallait-il résoudre ?

Au début des interventions d'appui au secteur semencier à travers le projet ISSD en septembre 2014, le secteur privé semencier burundais était encore peu structuré. Les entrepreneurs semenciers intervenaient de manière dispersée, avec des capacités organisationnelles et entrepreneuriales limitées et peu de mécanismes leur permettant de développer et porter une vision commune du développement du secteur. C'est ce souvenir que garde un membre fondateur du collectif, ancien vice-président du COPROSEBU durant cinq ans et représentant des producteurs semenciers au Conseil d'administration de l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences (ONCCS) : *« Les multiplicateurs étaient éparpillés ; nous voulions un lien qui puisse nous rassembler »*. Cette fragmentation réduisait leur capacité à répondre à la demande de semences certifiées, à développer leurs entreprises et à faire entendre collectivement leurs préoccupations auprès des institutions publiques chargées de la politique semencière.

Créé en 2009 par 30 membres fondateurs et enregistré comme organisation sans but lucratif en 2011, le COPROSEBU est né de la volonté des producteurs de semences de dépasser leur dispersion et de défendre collectivement leurs intérêts (entretiens). Cependant, une enquête parmi les membres du collectif en 2018 relevait des difficultés concernant la gouvernance, la gestion et la mobilisation de fonds (Mabaya et al., 2021).

Le défi était alors de faire évoluer progressivement ce collectif vers une organisation capable à la fois de représenter les entrepreneurs semenciers auprès des

autorités, de renforcer leurs capacités, de faciliter les échanges entre eux et de faciliter l'accès aux semences et aux marchés. L'organisation devait également pouvoir jouer un rôle d'interface crédible entre les entrepreneurs et les autres acteurs du système semencier (entretiens).

Ces enjeux dépassaient en effet la seule question de l'organisation collective. Lors du lancement du projet Private Seed Sector Development en novembre 2018 – PSSD-1 (2018–2024), suivi du PSSD-2 (2024–2026) –, le secteur semencier commercial demeurait peu développé. Les données de l'Enquête nationale agricole 2018–2019 indiquaient une faible utilisation des variétés améliorées pour les principales cultures. Le pouvoir d'achat limité des agriculteurs, l'éloignement des points de vente, l'insuffisance des infrastructures de stockage et de conditionnement et la faiblesse de la vulgarisation freinaient le développement du marché (Seed Systems Group, 2019). L'émergence de producteurs et d'entrepreneurs spécialisés offrait une possibilité d'élargir durablement l'offre, notamment pour la pomme de terre (Bararyenya et al., 2014). Le développement des entreprises semencières supposait donc de renforcer simultanément la production et les conditions de commercialisation.



Tri et conditionnement des semences : une étape déterminante pour la qualité, encore limitée par l'insuffisance des infrastructures de stockage. Photo: KIT Institute

2 Comment la solution a-t-elle émergé et évolué ?

Les premières démarches ont été portées par les producteurs eux-mêmes : organisation d'une assemblée constituante, préparation des premiers textes, désignation des responsables et démarches de reconnaissance. Ces initiatives ont posé les bases de l'organisation que les projets ont ensuite accompagnée (entretiens).

Les premières interventions, notamment à travers le projet Catalyzing Agriculture through Intensification for Sustainable Regional and Economic Development (CATALIST, 2012-2016) puis le projet ISSD (2014-2018) ont accompagné la structuration du COPROSEBU. Ces interventions ont surtout porté sur son organisation administrative et sa gouvernance (entretiens).

Les statuts et le règlement intérieur du collectif ont été adoptés en 2015. Ces instruments fournissent des lignes directrices pour la gouvernance de l'organisation. L'organisation comprend maintenant un conseil de cinq membres et un secrétariat de quatre personnes, dirigé par un secrétaire exécutif, avec des fonctions de comptabilité, de secrétariat et de soutien (entretiens ; Mabaya et al., 2021).

La crise sociopolitique de cette même année a ralenti la dynamique et réduit le soutien de plusieurs partenaires. L'organisation est néanmoins demeurée présente dans les espaces de réflexion sectorielle. Par exemple, lors du séminaire national ISSD en mars 2016, elle participait notamment aux discussions sur l'organisation des entrepreneurs semenciers, leur accès au financement, la décentralisation de la multiplication des semences de base et l'institutionnalisation de la précommande (Burundi National Seed Committee, 2016).

La structuration territoriale de l'organisation s'est ensuite accélérée. À cette date, l'organisation disposait de représentants dans les 17 provinces du Burundi pour assurer le relais avec les producteurs et diffuser l'information (entretiens). En 2020, l'organisation avait déjà élaboré un plan stratégique 2021-2027. L'intensification des activités au niveau provincial a amélioré sa visibilité auprès des producteurs semenciers et a été identifiée comme le principal facteur de croissance des adhésions : le nombre de membres est passé de 70 en 2017 à 236 en 2020 (Vernooy et al., 2023, d'après Mabaya et al., 2021).

Les interventions du PSSD-1 ont marqué une nouvelle étape dans cette trajectoire. Alors que les appuis de l'ISSD avaient davantage porté sur le renforcement administratif du COPROSEBU et l'élargissement de ses activités, ceux du PSSD-1 se sont concentrés sur la professionnalisation de ses membres en tant qu'entrepreneurs semenciers. L'organisation s'est dotée d'un siège à Gitega et d'une équipe permanente et a renforcé son dispositif territorial à travers le recrutement des agronomes régionaux. Son plan stratégique a ensuite été actualisé et prolongé jusqu'en 2030, et complété par une stratégie de plaidoyer (entretiens). Ces documents constituent des références pour le pilotage de l'organisation. Le plaidoyer a contribué à la subvention des engrais et facilité l'accès de certains producteurs aux terres domaniales (entretiens). Le PSSD-2 prolonge cet accompagnement, dans un contexte où la consolidation des services aux membres et de l'autonomie de l'organisation reste nécessaire. Toutefois, malgré ces appuis, les ressources humaines et les moyens logistiques de l'organisation restaient insuffisants pour renforcer son action au niveau provincial (SEO Amsterdam Economics & MDF, 2024).

Parallèlement, les fonctions exercées par le COPROSEBU se sont diversifiées. À la fonction initiale de représentation se sont ajoutés l'accompagnement technique et entrepreneurial, la circulation de l'information, la mise en réseau, la facilitation de l'accès aux semences de base, et la recherche de solutions concernant la commercialisation et le financement (entretiens). Les outils de communication et de gestion de l'information ont également évolué, depuis les groupes WhatsApp jusqu'au développement plus récent de la plateforme HAFIA YAWE (voir section ci-après). Cette diversification traduit également des initiatives propres aux dirigeants. Le comité exécutif a engagé la création d'une boutique pour exposer les semences des membres, faciliter les ventes et recueillir les commandes (entretiens).

Une autre évolution concernait la place de l'organisation dans le système semencier burundais. L'appui a été progressivement articulé avec celui apporté aux autres acteurs, notamment l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences (ONCCS), l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) et les services compétents du ministère chargé de l'Agriculture. Les échanges, le plus souvent initiés par le PSSD, ont porté sur des questions concrètes telles que la certification, les tarifs, l'emballage et l'étiquetage, la disponibilité des semences de base, le système de précommande et les prix (entretiens ; SEO Amsterdam Economics & MDF, 2024). Parallèlement, le plaidoyer du COPROSEBU s'est progressivement appuyé davantage sur des études et des données, notamment sur les coûts de production, le financement et le fonctionnement du marché (entretiens).

3 Comment le système fonctionne-t-il aujourd'hui ?

Le COPROSEBU occupe aujourd'hui une position d'interface entre les entrepreneurs semenciers privés et les autres acteurs du système semencier burundais. Son fonctionnement combine plusieurs fonctions étroitement liées : organisation et coordination des membres, services aux entrepreneurs, gestion et circulation de l'information, représentation et plaidoyer, et dialogue avec les autres acteurs du système.

En 2025, l'organisation rassemblait 306 membres aux profils diversifiés : entreprises semencières, entreprises unipersonnelles, coopératives et associations. Ils interviennent dans la production de semences de maïs, de pomme de terre, de patate douce, de soja, de haricot, de riz et de sorgho. Cette diversité permet au COPROSEBU de représenter plusieurs segments du secteur privé (entretiens ; Bonnand et al., 2025), mais implique des besoins de services différenciés selon la taille, le statut et la spécialisation des membres.

L'organisation repose sur une structure nationale articulée à des relais territoriaux. Les antennes provinciales, leurs représentants et les agronomes régionaux assurent le lien entre les membres et les instances nationales du COPROSEBU (entretiens ; Mabaya et al., 2021). Les agronomes contribuent à identifier les besoins des entrepreneurs, à diffuser les informations techniques et commerciales, et à faciliter leurs relations avec les services techniques et les autorités locales (entretiens). Les plateformes communales complètent ce dispositif de proximité en réunissant producteurs, services techniques et autorités (entretiens).

L'organisation fournit ou facilite différents services à ses membres : accompagnement technique et entrepreneurial, facilitation de l'accès aux semences de base, échanges d'expériences et mise en relation avec les coopératives agricoles, les projets, les organisations non-gouvernementales (ONG) et d'autres acheteurs potentiels de semences (entretiens).

Photo: KIT Institute



L'appui à la commercialisation prend plusieurs formes, toutes portées par l'organisation : mise en circulation des offres et des demandes entre membres, orientation d'acheteurs vers des producteurs disposant des variétés recherchées, et exposition, vente ou prise de commandes dans la boutique du collectif. Une contribution prélevée sur les ventes réalisées par ce canal contribue au fonctionnement de l'organisation. Ces services fluidifient les transactions entre membres, sans nécessairement solliciter un mécanisme de vente groupée portée directement par le COPROSEBU (entretiens).

Dans le domaine du financement, l'organisation accompagne ses membres dans la préparation de demandes de cofinancement et en examine la faisabilité, s'appuyant notamment sur un outil d'analyse des besoins de financement fondé sur les coûts de production des différentes cultures. Le dialogue avec les institutions financières aurait également permis de négocier des mécanismes de garantie, notamment des cautions solidaires et des garanties partielles (entretiens ; Bonnand et al., 2025). Cette approche se heurte toutefois à une exigence de fond, rappelée par un entrepreneur semencier actif sur plusieurs cultures, également secrétaire général du COPROSEBU : *« Les produits financiers doivent être construits avec les producteurs, pas pour les producteurs ».*

La gestion de l'information constitue une autre fonction. Les groupes WhatsApp permettent des échanges réguliers entre entrepreneurs, représentants provinciaux et agronomes régionaux. La plateforme HAFIA YAWE, développée avec l'appui du PSSD-1, et consolidée sous PSSD-2, regroupe des informations sur les producteurs, les cultures, les variétés et les disponibilités en semences, afin d'améliorer la visibilité de l'offre et de faciliter la mise en relation entre vendeurs et acheteurs. Fin 2024, ses modules étaient encore en cours d'amélioration ; à partir de la saison 2025A, 34 entrepreneurs y étaient enregistrés.

La représentation et le plaidoyer constituent une quatrième fonction. Le COPROSEBU participe à plusieurs instances nationales, notamment la Commission Nationale Semencière (CNS), le Comité Technique National d'Homologation des Variétés (CTNHV) et le Conseil d'administration de l'ONCCS (entretiens). Les préoccupations portées concernent notamment l'accès au financement, les prix des semences, la réglementation et les conditions de commercialisation (entretiens). Les représentants portent des messages élaborés collectivement au sein de l'organisation, articulés autour de revendications structurantes : l'ajustement des prix aux coûts de production, la disponibilité des semences

de base, l'accès à la terre et la complémentarité entre les importations et la production nationale (entretiens). Sa représentation et sa capacité d'influence dans les instances de gouvernance restent toutefois limitées (entretiens ; Bonnand et al., 2025 ; Tijdani et al., 2025). Le Président de la COPROSEBU, entrepreneur semencier et multiplicateur de semences du collectif en fait un motif de fierté mesurée : *« Aujourd'hui, nous sommes présents dans tous les organes de décision du secteur semencier »*.

Enfin, l'organisation assure une fonction d'articulation entre les acteurs privés – les producteurs de semences – et publics du système semencier. Les institutions publiques conservent leurs responsabilités en matière de recherche, de réglementation, de contrôle et de certification, tandis que les producteurs assurent la multiplication et la commercialisation des semences. Les mécanismes de concertation permettent de traiter des questions nécessitant une coordination entre ces acteurs, notamment la certification, la disponibilité des semences de base, la précommande, les prix et les modalités de commercialisation (entretiens). Cette reconnaissance est partagée par les institutions publiques, comme en témoigne le directeur de l'Homologation variétale et de la Réglementation semencière de l'ONCCS : *« La COPROSEBU est notre principal partenaire pour l'encadrement des producteurs semenciers privés »*.



Photo: KIT Institute

4 Éléments probants des changements observés[1]

L'élargissement de la base de l'organisation constitue un premier changement directement observable. Créé en 2009 par 30 membres fondateurs, le COPROSEBU comptait 70 membres en 2017, 236 en 2020 et 306 en 2025 (entretiens ; Mabaya et al., 2021 ; Tijdani et al., 2025). Cette progression témoigne de l'élargissement de sa base et suggère un ancrage croissant auprès des producteurs semenciers. Elle s'est accompagnée d'une amélioration de la visibilité du collectif, sans que celle-ci soit encore complète.

Dans l'enquête de l'Indice africain de l'accès aux semences (*The African Seed Access Index*, TASAI) de 2018, 27 des 42 entrepreneurs interrogés étaient membres du COPROSEBU ; parmi les 15 non-membres, 7 déclaraient ne pas connaître l'organisation. Cette situation souligne que la représentativité du collectif se construit progressivement (Mabaya et al., 2021). La progression doit néanmoins être relativisée : l'étude de base du PSSD-2 recensait en 2025 plus de 1164 entrepreneurs semenciers au Burundi, dont 306 membres du COPROSEBU. L'organisation ne regroupe donc qu'une partie des entrepreneurs recensés (Tijdani et al., 2025).

La professionnalisation de l'organisation se manifeste d'abord sur le plan structurel : une équipe permanente (responsable des programmes, agronomes régionaux), le fonctionnement des antennes provinciales (Mabaya et al., 2021), l'adoption et l'actualisation d'un plan stratégique et d'une stratégie de plaidoyer, ainsi que par la limitation du nombre de mandats des dirigeants (entretiens). Elle se traduit également par des actions concrètes de renforcement des compétences, à l'image des formations organisées avec l'ISABU : 58 agronomes formés à la fertilité et à l'acidité des sols, et 52 autres aux maladies et ravageurs. Ces changements témoignent du passage d'un collectif reposant essentiellement sur ses responsables élus à une orga-

[1] Les sources documentaires et les entretiens apportent des éléments convergents qui témoignent de la transformation progressive du COPROSEBU et de sa contribution à l'évolution du système semencier. Ils font également ressortir des changements économiques chez les entrepreneurs accompagnés par le COPROSEBU et le PSSD. Toutefois, les données disponibles ne permettent pas toujours d'attribuer ces changements à une intervention particulière ni de distinguer la contribution propre du COPROSEBU de celle des autres acteurs.

nisation dotée de capacités de gestion et d'accompagnement de ses membres.

Les évaluations successives permettent également d'apprécier l'évolution de la qualité institutionnelle du collectif. En 2018, les membres interrogés dans le cadre du TASAI lui attribuaient une appréciation globale de 58 %, tout en signalant des difficultés concernant les élections, les capacités de gestion et la mobilisation des ressources. Le rapport TASAI de 2021 ne fournit pas de nouvelle appréciation des membres, mais relève des avancées organisationnelles en 2020, notamment la proximité avec les membres, les structures de gouvernance et de gestion, et les relations avec le gouvernement (Mabaya et al., 2021).

Une évaluation plus récente apporte un éclairage complémentaire sur les capacités institutionnelles du collectif. En 2023, l'Indice de performance du secteur semencier attribue au COPROSEBU une note globale de 6,5 sur 10. Ses capacités de plaidoyer, de gestion et de création de valeur pour les membres obtiennent chacune 7 sur 10, tandis que sa gouvernance, son activité sur les enjeux sectoriels et sa capacité de mobilisation des ressources sont évaluées à 6 sur 10. Bien que ces scores reposent sur l'appréciation d'experts, ils apportent une indication indépendante d'une organisation devenue globalement fonctionnelle, sans que tous ses défis institutionnels soient résolus (African Union Commission et al., 2024).

Les personnes interrogées indiquent également une professionnalisation des entrepreneurs accompagnés par l'organisation. Elles évoquent une amélioration des compétences techniques ainsi que des capacités de gestion, de planification, de négociation et de commercialisation, grâce aux formations et aux échanges d'expériences. Les producteurs de semences sont davantage en mesure de gérer leur activité comme une entreprise, de négocier avec les institutions financières et de développer leurs activités sur une base plus professionnelle (entretiens ; Mabaya et al., 2021).

Ces appréciations qualitatives sont confortées par des données quantitatives du PSSD-I, issues de l'évaluation finale du programme. Les résultats d'une enquête réalisée auprès de 48 entrepreneurs semenciers indiquent que 93 % estimaient que les interventions du PSSD avaient joué un rôle important dans la réussite de leur entreprise, et que 69 % déclaraient une augmentation de leurs bénéfices. Le nombre moyen de clients serait passé de 316 en 2017 à 1 098 en 2022, tandis que les revenus et les bénéfices avaient globalement progressé. Ces résultats doivent être interprétés avec prudence : ils concernent les entrepreneurs accompagnés par le PSSD, et non nécessairement l'ensemble des membres du COPROSEBU (SEO Amsterdam Economics & MDF, 2024).

La représentation institutionnelle du secteur privé fournit des éléments plus directement observables. Le COPROSEBU participe à la CNS, au CTNHV et au Conseil d'administration de l'ONCCS, et a été associé aux travaux sur la nouvelle loi semencière et à ses textes d'application, sur la disponibilité des semences de base, le système de précommande et les prix (entretiens). Des représentants du COPROSEBU et de l'ONCCS conviennent sur une reconnaissance accrue de l'organisation comme interlocuteur du secteur privé semencier, sans que sa capacité d'influence soit équivalente dans tous ces espaces (Tijdani et al., 2025).

Les relations extérieures du COPROSEBU montrent une évolution plus nuancée. L'organisation a développé des partenariats avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et la FAO, ouvrant des possibilités dans les domaines des marchés institutionnels et des variétés bio-fortifiées (entretiens). Le PAM rapporte notamment la production et la distribution de 1,2 tonne de semences de haricots biofortifiés à 15 coopératives multiplicatrices, en partenariat avec l'ISABU et le COPROSEBU. Cette réalisation illustre une collaboration opérationnelle avec un impact potentiel. Son expérience avec l'Association africaine du commerce des semences (AFSTA) – quittée en 2012, rejointe en 2019, puis à nouveau retirée en raison d'une valeur ajoutée jugée insuffisante – souligne l'importance de privilégier des partenariats et réseaux apportant une valeur ajoutée directement perceptible pour l'organisation et ses membres (entretiens).

Une réalisation récente illustre les projets d'infrastructures initiés par l'organisation : le hangar de Kayogoro, inauguré le 30 septembre 2026, est présenté comme un espace de stockage et de commercialisation de semences associé au COPROSEBU, réalisé avec l'appui du PSSD-2–IFDC et du financement néerlandais.[2]

Quinze ans aux côtés du COPROSEBU : le regard d'un partenaire de la première heure

Impliqué dans l'appui au secteur semencier depuis le projet CATALIST en 2012, un représentant de l'IFDC Burundi a accompagné le COPROSEBU presque dès sa création. Il décrit une croissance « exponentielle », mais retient surtout un changement institutionnel : *« Aujourd'hui, le secteur privé est pleinement reconnu dans les organes de décision »*. Sa leçon de quinze ans tient en une phrase : « il faut construire sur les acquis plutôt que recommencer à zéro » – preuve que la continuité des appuis, plus que leur ampleur, a fait la différence.

[2] Jimbere, 2 octobre 2026, publi-reportage. https://www.jimberemag.org/burunga-un-pas-de-plus-vers-lacces-aux-semences-certifiees/



Parcelle de multiplication de pomme de terre de la variété Kirundo, irriguée au goutte-à-goutte : la date de plantation et la variété sont inscrites sur place, preuve concrète de la traçabilité exigée par la semence certifiée. Photo: KIT Institute

5 Qu'est-ce qui a rendu les changements possible ?

La transformation du COPROSEBU résulte de la combinaison de plusieurs facteurs qui se sont renforcés mutuellement dans la durée :

- **L'engagement des membres fondateurs et des dirigeants.** Leur volonté de disposer d'une organisation commune, puis leurs démarches pour développer la représentation et les services aux membres, ont constitué le socle sur lequel les appuis successifs ont pu s'inscrire (entretiens).

- **La continuité de l'accompagnement sur une période longue.** Le développement de l'organisation s'est construit à travers plusieurs interventions successives, depuis CATALIST et ISSD jusqu'au PSSD-1 et -2. Les interventions successives ont accompagné la structuration de l'organisation, la professionnalisation de son fonctionnement et la diversification de ses services. Le PSSD-2 s'inscrit dans cette continuité avec les efforts de consolidation (entretiens).

- **Le renforcement de l'organisation elle-même avant et parallèlement à l'élargissement de ses fonctions.** La consolidation de la gouvernance, la clarification des rôles et les mécanismes de gestion ont constitué des préalables au développement d'une offre de services plus diversifiée par le COPROSEBU (entretiens).

- **La proximité avec les membres et la capacité d'adapter les services à leurs besoins.** L'offre de services a ainsi pu évoluer en fonction des préoccupations exprimées par les membres. Cette capacité d'adaptation a contribué à l'attractivité croissante du COPROSEBU auprès des entrepreneurs (entretiens).

- **Le choix des interventions de ne pas renforcer le COPROSEBU de manière isolée, mais d'agir également sur ses relations avec les autres acteurs du système semencier.** Les interactions avec l'ONCCS, l'ISABU, les services du ministère de l'Agriculture et d'autres acteurs ont créé des espaces où contraintes et solutions pouvaient être discutées conjointement. Cette approche a favorisé la construction progressive de relations de concertation entre acteurs publics et privés (entretiens).

- **La production et l'utilisation croissantes de connaissances et de données.** Les études sur les coûts de production, les générations de semences, les mécanismes de financement et le fonctionnement du marché ont fourni au COPROSEBU des éléments pour mieux étayer ses positions. Le plaidoyer a ainsi pu évoluer d'une logique principalement revendicative vers une démarche davantage fondée sur des données et des propositions argumentées (entretiens).

La transformation apparaît ainsi comme le résultat d'un processus cumulatif et systémique plutôt que d'une intervention particulière : renforcer simultanément l'organisation et l'action collective, les capacités des entrepreneurs, leurs relations avec le marché et les mécanismes de dialogue avec les autres acteurs du système semencier.

6 Difficultés, compromis et défis persistants

Malgré les progrès réalisés, la consolidation du COPROSEBU reste inachevée. Les difficultés concernent ses capacités internes et le système semencier, dont plusieurs contraintes dépassent sa capacité d'action directe.

Un premier défi concerne l'écart entre l'élargissement de la couverture territoriale du COPROSEBU et ses capacités opérationnelles. L'élargissement territorial et la croissance des adhésions augmentent les besoins en information, conseil et accompagnement des membres. Les relais provinciaux renforcent la proximité avec les membres, mais leurs moyens restent limités. L'enjeu est de privilégier les services les plus utiles que l'organisation peut assurer durablement.

Un deuxième défi concerne l'autonomie financière de l'organisation. Les cotisations des membres représentent environ 5 % des ressources de l'organisation (entretiens), qui reste fortement dépendante des financements extérieurs (SEO Amsterdam Economics & MDF, 2024). L'irrégularité du paiement de certaines cotisations complique également la mobilisation des ressources internes. La boutique et les hangars ouvrent des perspectives de recettes, mais ne permettent pas encore de couvrir durablement les charges de l'organisation (entretiens). Le développement de revenus propres doit concilier viabilité économique et accessibilité des services pour les différentes catégories de membres.

Un troisième ensemble de contraintes concerne des fonctions essentielles du système semencier qui ne relèvent pas du seul COPROSEBU. La certification demeure lente et centralisée, tandis que les capacités décentralisées sont limitées. Malgré les progrès de l'inspection de proximité et du traitement des analyses de laboratoire, l'accès à la certification reste confronté à des contraintes de couverture, de financement et de coordination (entretiens). La précommande souffre d'informations insuffisantes, de livraisons tardives ou incomplètes et d'un manque de confiance, compliquant la planification des entrepreneurs (SEO Amsterdam Economics & MDF, 2024).

Les producteurs rencontrent aussi des difficultés d'accès aux intrants, à l'irrigation, au stockage et au financement, auxquelles s'ajoutent les risques climatiques. La concurrence des importations et des distributions institutionnelles, ainsi que des prix parfois déconnectés des coûts de production, peuvent limiter leur rentabilité malgré leurs progrès techniques et entrepreneuriaux (entretiens ; SEO Amsterdam Economics & MDF, 2024). Le cas du maïs hybride rend cette asymétrie particulièrement lisible : les semences importées, soutenues par des subventions, y affrontent des semences produites localement sans appui équivalent. L'écart de prix qui en résulte pour l'agriculteur fragilise la compétitivité de l'offre nationale, accroît les risques de mévente et, à terme, décourage l'investissement des entrepreneurs semenciers locaux (entretiens).

Les données sur la demande, les stocks et les prix restent fragmentées, freinant la planification, les échanges commerciaux et le plaidoyer. HAFIA YAWE constitue une première base, mais ne remplace pas une plateforme nationale de coordination et un dispositif commun de planification, encore absents (Tijdani et al., 2025). Son articulation avec un système cogéré par les acteurs publics et privés reste à construire.

Enfin, la consolidation de la gouvernance interne et de l'influence institutionnelle reste un enjeu. Des enquêtes antérieures auprès des membres avaient signalé des préoccupations concernant le fonctionnement des élections, les capacités de gestion et la mobilisation des ressources. Les réformes engagées depuis lors, notamment la limitation des mandats et la professionnalisation de l'équipe, répondent en partie à ces difficultés, mais leur maintien dans la durée suppose des mécanismes transparents de redevabilité envers les membres (Vernooy et al., 2023).

Photo: KIT Institute



7 Enseignements pour le Burundi et d'autres contextes

L'expérience du COPROSEBU et des interventions successives qui ont accompagné son développement permet de dégager plusieurs enseignements qui dépassent le cas particulier de l'organisation.

- **La professionnalisation des entrepreneurs et celle de leur organisation collective doivent progresser ensemble.** Les compétences individuelles des entrepreneurs doivent s'accompagner d'une capacité collective de représentation par l'organisation. Inversement, une organisation professionnelle ne peut être durablement forte que si ses membres développent des entreprises viables et perçoivent une valeur concrète dans leur adhésion.

- **Toutes les fonctions ne doivent toutefois pas nécessairement être collectivisées.** La production peut rester une responsabilité des entrepreneurs, tandis que la formation, l'accès aux intrants et au financement, la commercialisation et la représentation peuvent être organisées collectivement. Cette articulation permet de préserver l'initiative entrepreneuriale tout en bénéficiant des économies d'échelle, de la mise en réseau et du pouvoir de négociation qu'offre une organisation professionnelle (de Roo & Gildemacher, 2016).

- **Une organisation professionnelle doit d'abord construire une base institutionnelle solide avant de multiplier ses fonctions.** L'expérience du COPROSEBU montre l'importance de la gouvernance, de la clarification des rôles, d'une équipe professionnelle, d'une gestion fonctionnelle et d'une planification stratégique. Une diversification trop rapide des services sans capacités organisationnelles suffisantes risque au contraire de fragiliser l'organisation.

- **Les services collectifs doivent partir des besoins des membres et apporter une valeur ajoutée identifiable.** La proximité territoriale et les échanges réguliers avec les membres ont permis au COPROSEBU d'adapter progressivement ses fonctions, contribuant à maintenir l'adhésion des membres et leur contribution au fonctionnement de l'organisation. Cette logique implique de prioriser les services plutôt que de chercher à répondre à tous les besoins.

- **Le renforcement d'une organisation professionnelle doit être articulé avec celui du système dans lequel elle intervient.** Plusieurs contraintes déterminantes pour les entrepreneurs relatives aux politiques et règles du secteur ne peuvent être résolues par leur organisation seule. Le développement du COPROSEBU montre donc l'intérêt d'agir simultanément sur les capacités du secteur privé, celles des institutions publiques et les mécanismes de concertation entre eux.

- **Le plaidoyer devient plus crédible lorsqu'il combine représentativité et utilisation de données.** La présence dans les instances de concertation, associée à une capacité à documenter les problèmes et formuler des propositions argumentées, renforce la possibilité de contribuer effectivement aux politiques et aux règles du secteur.

- **Enfin, l'autonomie doit être préparée dès la conception des appuis.** Une longue période d'accompagnement peut créer une dépendance si les fonctions développées reposent sur des financements externes. Cela implique de définir progressivement quels services doivent être financés par les cotisations, lesquels peuvent générer des revenus et quelles fonctions relèvent de responsabilités publiques ou de partenariats.



Contrôle technique en parcelle dans le cadre du processus de certification des semences. L'appui de proximité des agronomes régionaux constitue un levier clé de la professionnalisation des producteurs. Photo: KIT Institute

8 Perspectives

L'enjeu actuel principal est de consolider la capacité du COPROSEBU à exercer durablement les fonctions qu'il a progressivement développées. Sa croissance, son ancrage territorial, la professionnalisation de son fonctionnement et sa participation à la gouvernance du secteur constituent une base importante. La prochaine étape consiste à transformer ces acquis en un modèle institutionnel et économique suffisamment autonome pour fonctionner au-delà des appuis externes. Cette autonomie doit permettre au COPROSEBU de poursuivre sa contribution à une industrie semencière nationale professionnelle, compétitive et durable, capable de répondre aux besoins des agriculteurs.

Une première priorité est de renforcer progressivement l'autonomie financière du COPROSEBU. Cela suppose de mieux articuler cotisations des membres, services susceptibles de générer des ressources propres, activités économiques et partenariats extérieurs. L'enjeu est de réduire la dépendance du fonctionnement courant des financements externes et de préserver l'accessibilité des services pour les différentes catégories d'entrepreneurs. Une étape opérationnelle serait de préciser, pour chaque service ou infrastructure, les responsabilités de gestion, les coûts à couvrir et les recettes mobilisables, tout en améliorant le recouvrement des cotisations.



Une deuxième priorité consiste à consolider et à prioriser les services aux membres. Avec 306 membres aux profils diversifiés, le COPROSEBU ne pourra probablement pas fournir tous les services à tous les entrepreneurs avec la même intensité. Il importe donc d'identifier les services auxquels les membres accordent le plus de valeur, ceux assurables directement par l'organisation et ceux à faciliter via d'autres prestataires.

Le développement du marché constitue une troisième priorité. Il s'agit notamment d'améliorer la connaissance de la demande, de consolider le système de précommande, de développer les relations avec les acheteurs institutionnels et privés et de poursuivre la promotion des semences certifiées. Une meilleure articulation entre information sur la demande, planification de la production, disponibilité des semences de base et commercialisation pourrait contribuer à réduire les risques supportés par les entrepreneurs.

Dans cette perspective, HAFIA YAWE et les autres outils de gestion de l'information peuvent jouer un rôle important, mais leur potentiel reste à consolider. La priorité est d'en assurer l'appropriation par le COPROSEBU et ses membres, ainsi que la qualité, l'actualisation et l'utilisation effective des données. Ces outils pourraient alors contribuer à rendre plus visibles les disponibilités en semences, rapprocher vendeurs et acheteurs et fournir au collectif des informations utiles à la planification de ses services et au plaidoyer.

Enfin, la consolidation du COPROSEBU appelle à faire évoluer la nature des appuis extérieurs. Après une longue période consacrée à la construction et à la professionnalisation de l'organisation, les futurs partenariats pourraient davantage accompagner sa transition vers l'autonomie : moins financer le fonctionnement, davantage renforcer le modèle économique, les services prioritaires, les systèmes d'information et les capacités de mobilisation de ressources. Cette évolution devrait s'accompagner d'une stratégie de transition explicite, les évaluations antérieures ayant souligné l'importance de préparer suffisamment tôt la durabilité des services et la sortie des appuis (SEO Amsterdam Economics & MDF, 2024).

Une ambition que résument les mots du président de la COPROSEBU : *« Nous voulons qu'un jour la COPROSEBU fonctionne sans aucune aide extérieure »* – et, plus concrètement, *« Les hangars régionaux doivent devenir la base de notre autonomie financière ».*

Références

African Union Commission, AGRA, & TASAI Inc. (2024). Seed Sector Performance Index (SSPI): 2023 Status Report for Africa. Août 2024. https://agra.org/wp-content/uploads/2024/09/SSPI_report_2023_web.pdf

Baert, T., & Mpeteye, J. B. (2018). Évaluation finale du projet ISSD : Développement intégré du secteur semencier. Rapport final, décembre 2018. Resources & Synergies Development sia.

Bararyenya, A., Nahayo, P. C., Inamahoro, M., Vyizigiro, E., Gahungu, R., Buhanza, G., & Nyawakira, D. (2014). Seed potato production in Burundi: Strategies for improvement [Communication au symposium]. ECHO East Africa Highlands Symposium, 28–30 octobre 2014. https://assets.echocommunity.org/presentations/c669c7fd-2662-49e3-898f-d62bc33f2935/seed-potato-production-in-burundi-strategies-for-improvement.pdf

Bonnand, J., Bararyenya, A., Tidjani, F., & de Boef, W. S. (2025). Analyse des chaînes de valeur semencières – Burundi : Private Seed Sector Development (PSSD) 2 – Burundi. Wageningen Social & Economic Research, rapport 2025-A015, 70 p. https://research.wur.nl/en/publications/analyse-des-chaines-de-valeur-semencieres-burundi-private-seed-se/

Burundi National Seed Committee. (2016). ISSD Africa: Burundi National Seminar, Bujumbura, 1st March 2016. Rapport du séminaire national, organisé par le Comité national des semences du Burundi et commandité par IFDC Burundi. https://issdafrica.org/wp-content/uploads/2019/10/burundi_issd_africa_national_seminar_report.pdf

Mabaya, E., Bararyenya, A., Vyizigiro, E., Waithaka, M., Mugoya, M., Kanyenji, G., Tihanyi, K. (2021). Rapport Pays Burundi 2021 – The African Seed Access Index (version October 2021). https://tasai.org/wp-content/uploads/2026/07/bdi_2021_fr_country_report_oct2021_web.pdf

de Roo, N., & Gildemacher, P. (eds.). (2016). Promoting Sustainable Seed Sector Development. Wageningen UR Centre for Development Innovation, Royal Tropical Institute (KIT), and IFDC. https://edepot.wur.nl/394115

Seed Systems Group. (2019). Stratégies pour un développement durable du système semencier au Burundi. https://seedsystemsgroup.org/?jet_download=d4efaeced098c0addd28c01dcf5fc57c46612660

SEO Amsterdam Economics & MDF. (2024). PSSD Evaluation: Final report. Rapport final, 14 février 2024. SEO Amsterdam Economics. https://www.seo.nl/wp-content/uploads/2024/04/2024-59-PSSD-Evaluation.pdf

Tijdani, F., Mpeteye, J.-B., Bonnand, J., & de Boef, W. S. (2025). Étude de base du programme Private Seed Sector Development 2 – Burundi. Wageningen Social & Economic Research, rapport 2025-A014, 78 p. https://research.wur.nl/en/publications/etude-de-base-du-programme-private-seed-sector-development-2-buru/

Vernooy, R., Adokorach, J., Kimani, D., Marwa, A., Mayoyo, A., & Nyadanu, D. (2023). Policies, laws and regulations in support of farmer-managed seed systems: Still a long way to go. A review of 14 countries in Africa. ISSD Africa et Alliance of Bioversity International and CIAT. https://cgspace.cgiar.org/server/api/core/bitstreams/c29e81d0-fe15-4e52-90e4-7d003c2fc2a5/content

Zulfiqar, M. (2022). PSSD Impact Assessment Report. Rapport d'évaluation d'impact du projet Private Seed Sector Development, septembre 2022. https://ifdc.org/wp-content/uploads/2023/10/PSSD-Impact-Assessment-Report.pdf

Citation suggérée

Wennink, B. and van Schagen, B. (2026). Collectif des producteurs des semences au Burundi (COPROSEBU) : quinze ans d'action collective pour structurer le secteur privé semencier burundais. KIT Institute, Amsterdam.

Remerciements

Les auteurs remercient les personnes suivantes, citées par ordre alphabétique, pour leur contribution au contenu de cet article : Elie Baranyikwa (COPROSEBU), Elie Gikoro (ONCCS) et Richard Hatungimana (COPROSEBU). Ils remercient également les participants à l'atelier multipartite tenu à Bujumbura en juillet 2026. Les auteurs assument l'entière responsabilité des éventuelles erreurs ou omissions.